

505LH 273/12

6151

(1942)

A

Alimentation du compte "Disponibilités sur fonds de réserve des primes des anciens Réseaux A.L. et Etat".-

Alimentation du compte "Disponibilités sur fonds de réserve des primes des anciens Réseaux A.L. et Etat".-

tre S.N.C.F. au M.T.P.	20. 1.42
èche du M.T.P. à la S.N.C.F.	3. 9.42

V. D. 6151 : Liquidation des fonds de réserve des primes et des fonds d'assurances des Réseaux Etat et A.L.

SECRETARIAT D'ETAT
AUX COMMUNICATIONS

Direction Générale
des Transports

Service Economique

1^{er} Bureau

- C O P I E -

Paris, le 3 septembre 1942

LE SECRETAIRE D'ETAT AUX COMMUNICATIONS

à Monsieur le Président du Conseil d'Admini-
stration de la Société Nationale des
Chemins de fer

Objet - Echange de 3180 actions S.E.F. contre 9540 actions S.T.E.F.

Référence - Votre lettre du) Copie de cette lettre
20 janvier 1942) a été distribuée le 20/6/42

Par lettre citée en référence, vous signalez que le fonds de réserve des primes, géré par la S.N.C.F., a échangé 3180 actions de la Société d'Exploitation des wagons frigorifiques (S.E.F.) contre 9540 actions de la Société française des transports et entrepôts frigorifiques (S.T.E.F.).

Cette opération ayant fait apparaître une plus-value, vous proposez de prélever le montant de l'impôt à payer sur la provision de 795.000 fr qui avait été constituée pour l'appel de la deuxième moitié du capital de la S.E.F. et qui est restée inemployée jusqu'à ce jour.

J'ai l'honneur de vous informer, après avis de la Mission de Contrôle Financier, que ces propositions ne soulèvent pas d'objection de ma part.

J'autorise en conséquence la Société Nationale des Chemins de fer :

"à prélever sur la somme de 795.000 fr prélevée en novembre 1937 par le réseau d'Etat sur les disponibilités du fonds de réserve des primes et demeurée inemployée depuis cette date une somme de 605.313 fr représentant l'impôt sur la plus-value ressortant de l'échange de 3.180 actions S.E.F. contre 9.540 actions S.T.E.F. sous réserve d'en passer écriture au compte "Valeurs mobilières en emploi des fonds de réserve des primes des Réseaux A.L. et Etat".

J'ajoute qu'il y aura lieu de reverser au Trésor au compte 33-19 "Reliquats anciens sur divers services" la somme demeurant disponible après ledit prélèvement, soit 795.000 - 605.313 = 189.687 fr.

Signature.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 20 janvier 1942.

9285/7

C O P I E

Monsieur le Ministre,

Ainsi que vous le savez, la Société Française des Transports et Entrepôts Frigorifiques (S.T.E.F.) a absorbé, à la fin de l'année 1940, la Société d'Exploitation des Wagens Frigorifiques (S.E.F.). A cette occasion, les actions S.E.F. ont été échangées contre des actions S.T.E.F., à raison de trois actions S.T.E.F. pour une action S.E.F..

Le fonds de réserve des primes, géré par la S.N.C.F., était propriétaire de 3.180 actions S.E.F. souscrites par le Réseau de l'Etat. Les actions S.E.F. étant d'un capital de 500 fr mais n'ayant été libérées que de moitié, il n'avait été porté en compte que la somme effectivement versée pour leur acquisition, soit 795.000 francs. Par ailleurs, une provision, d'un montant égal, avait été constituée pour permettre au fonds de réserve des primes de répondre à l'appel ultérieur de la deuxième moitié du capital.

Du fait de la fusion, le fonds de réserve des primes a reçu, en échange de ses actions S.E.F., 9.540 actions S.T.E.F. représentant, à raison de 570 fr par action, une valeur réelle de 5.437.800 francs.

La plus-value de 4.642.800 fr ainsi apparue a donné lieu au paiement d'un impôt de 605.313 francs. Cet impôt étant à la charge des bénéficiaires de la plus-value, nous nous proposons de la porter au compte du fonds de réserve des primes qui se trouvera ainsi débité, pour sa participation S.T.E.F., d'une somme globale de $795.000 + 605.313 = 1.400.313$ fr encore bien inférieure à la valeur réelle de cette participation.

Il nous paraîtrait logique d'utiliser à cet effet la provision qui avait été constituée pour l'appel de la deuxième moitié du capital de la S.E.F. et qui est maintenant sans objet.

.....

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.-

Le reliquat disponible après cette imputation, soit 189.687 fr, serait reversé au crédit de notre compte au Trésor 27-33 "Disponibilités sur fonds de réserve des primes des anciens Réseaux A.L. et Etat".

J'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir donner votre accord à ces propositions.

Au cas où elles rencontreraient votre agrément, je vous serai obligé de nous faire adresser l'ordre de versement utile.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.